Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1415

Artikel: Le coût du soldat
Autor: Erlicz, Bernard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025877

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

les partis de centre-gauche a disparu, on assiste bien néanmoins à l'émergence d'un véritable mouvement. Rien à voir avec la caricature selon laquelle les élus qui incarnent la troisième voie sont des opportunistes flottant au gré du vent et des sondages, s'ils ne sont pas simplement de droite. Un tel prosélytisme n'est pas non plus conforme à l'image d'un courant centriste, pragmatique et prudent: bien au contraire il s'agit d'un réformisme radical. Mais c'est un projet idéologique empirique (c'est juste si ça marche) et non dogmatique (c'est juste si c'est conforme à la doctrine). D'où l'importance donnée à l'expérimentation, à l'évaluation, à la comparaison, à la communication, et à l'expression d'une orientation générale plus que d'un programme complet et détaillé.

Une histoire récente

Tout commence en 1985 aux Etats-Unis: dans son acception actuelle (voir encadré), la troisième voie a été inventée pour permettre aux démocrates de reconquérir le pouvoir en se distançant tant de la nouvelle droite (Ronald Reagan a été élu en 1980) que des «libéraux» (la gauche traditionnelle, étatiste et dépensière, dans le vocabulaire américain, qui dominait alors le parti): Reagan a été réélu en 1984 contre le démocrate libéral Walter Mondale.

A la manière anglo-saxonne, la politique s'organise de manière souple en marge des partis eux-mêmes, et en symbiose entre élus, praticiens de terrain et chercheurs. Fondé en 1985 sous le patronage d'une grande dame du parti démocrate, Pamela Harrimann (par la suite ambassadrice des Etats-Unis en France), le *Democratic Leadership Council* (DLC) qui a donné naissance au mouvement des Nouveaux Démocrates (c'est le nom de sa revue bimestrielle) a eu pour président un certain Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas. Son réservoir intellectuel est le *Progressive Policy Institute* (PPI), une émanation de la *Progressive Foundation*. Sur ces deux piliers, autour desquels gravite aujourd'hui la constellation des Nouveaux Démocrates à tous les échelons du pays, s'est construit le programme qui, après la victoire de Bush, successeur de Reagan, sur le libéral Dukakis en 1988, a permis à Bill Clinton d'être élu en 1992 et réélu en 1996.

A droite les liens étaient étroits entre Reagan et Thatcher (arrivée au pouvoir en 1979), les républicains apportant un soutien logistique à la dernière victoire électorale du parti conservateur britannique. L'aile moderniste du parti travailliste s'est, elle aussi, appuyée sur l'ami américain pour forger le New Labour. Il faut ici souligner les combats courageux, et nullement gagnés d'avance, engagés par Blair à l'intérieur du parti pour en renouveler la doctrine et en démocratiser le fonctionnement. *fb*

Documentation utile: Revue *Esprit*, mars-avril 1999: «Le pari de la réforme»; *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès* (présidée par Pierre Mauroy), n° 13, août 1999: «Blair-Schröder: Le texte du *Manifeste* et des analyses critiques»; diverses références sur l'Internet sont également présentées sur le site de *DP*: www.domainepublic.ch.

La semaine prochaine: «Ce qui fait courir Tony Blair», par François Nordmann.

Et la Suisse dans tout ça?

La troisième voie comme véhicule politique ne concerne guère la Suisse dans la mesure où son système électoral n'est pas fondé, comme les régimes parlementaires ou même les régimes présidentiels à l'américaine ou à la française, sur la conquête du pouvoir, l'alternance de majorité et de minorité. «Ni Thatcher, ni Blair»: ses institutions mettent la Suisse à l'abri de toute révolution. Le jeu consiste à faire évoluer le consensus général, il n'y a ici que des minorités qui composent comme elles le peuvent, sous le contrôle permanent de la démocratie directe. C'est donc plutôt au niveau des individus, de projets spécifiques que l'on pourra trouver une certaine résonance avec les préoccupations portées par la troisième voie: la modernisation du service public de Moritz Leuenberger, la renaissance urbaine communautaire (*Werkstadt Basel*) de Barbara Schneider, la gestion autonomisée des centres sociaux de quartier de Monika Stocker à Zurich, par exemple.

L'impossibilité d'identifier véritablement une troisième voie en Suisse est aussi, hélas, ce qui permet d'agiter ce terme dans le débat local comme un chiffon rouge provocateur, pour la louer ou la flétrir, sans grand rapport avec la réalité, de David de Pury à Jean-Claude Rennwald.

COURRIER

Le coût du soldat

A la suite de l'article intitulé «Les coûts record de l'armée suisse», paru dans *Domaine Public* n° 1413 du 24 décembre 1999, je me permets de soumettre à votre perspicacité ces quelques chiffres, approximatifs et tirés des sites Internet de différentes armées européennes.

En prenant le coût de l'armée par tête d'habitant, la Suisse se classe effectivement dans les pays les plus «chers», mais il ne faut pas oublier non plus que, par soldat équipé et formé, nous sommes dans les meilleurs marchés.

En effet, si nous prenons un budget de six millards de francs par an, les 340000 soldats suisses «coûtent» annuellement environ 18000 francs par tête; le soldat allemand revient quant à lui à près de 140000 francs (Allemagne: environ 42 milliards de budget militaire et 340000 soldats), le soldat français à environ 114000 francs (France: environ 48 milliards de budget militaire et 420000 soldats) et le soldat belge à environ 100000 francs (Belgique: environ 4 milliards de budget et 40000 soldats).

Cette différence de coûts s'explique principalement par le fait d'avoir ou non des soldats professionnels. Ces derniers sont peut-être mieux entraînés (ce qui reste à prouver), mais ils coûtent cher... Economiquement, l'armée de milice est préférable. [...]

Bernard Erlicz,
Oestermundigen